

Le premier centre de bioéquivalence en Algérie accrédité

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

8^e édition du village le plus propre
de la wilaya de Tizi OuzouAzra de Tigzirt remporte
le premier prix

Page 16

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5350 - Mercredi 14 avril 2021 - Prix : 10 DA



Ammar Belhimer, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement

«Nous avançons à pas sûrs vers la diversification de l'économie»

Page 2

L'attaque de
Nantaz a-t-elle
seulement eu lieu ?

Par Mohamed Habili

Israël ne s'est pas plus tôt flatté de ce que selon toute apparence il n'avait même pas accompli, à savoir la panne affectant le circuit électrique du site nucléaire iranien de Nantaz, ce que les Iraniens avait qualifié d'acte terroriste, que les Etats-Unis se sont empressés de se démarquer de lui, en déclarant n'avoir pris aucune part dans l'attaque en question. Une prise de distance qu'ils ont peut-être eu d'autant plus de facilité à effectuer qu'ils doutent que cet autre succès d'Israël dans sa guerre intermittente avec l'Iran se soit réellement produit. Quelques heures après avoir fait état de ce nouveau «sabotage» et l'avoir dûment imputé à Israël, les Iraniens ont annoncé que tout est revenu à la normale à Nantaz. Ce qui du moins semble acquis, c'est que cet acte terroriste, ou supposé tel, la désinformation étant la règle en ces matières, n'a pas revêtu la forme d'une cyber-attaque. Quelqu'un travaillant à l'intérieur du site, que les Iraniens disent d'ailleurs avoir déjà repéré et même arrêté, devait l'avoir accompli. Si cette attaque n'est pas une désinformation iranienne, alors c'est un opposant iranien qui en a été l'auteur. Comme toutes les autres du reste, à l'exception de celle exécutée au virus Stuxnet en 2010, où Américains et Israéliens semblent avoir agi de concert. Et encore, même là il avait fallu qu'une personne, un Iranien forcément, introduise le virus dans le circuit informatique de Nantaz.

Suite en page 3

Tout en rappelant que «l'immunité collective n'est pas atteinte»

P^r Sanhadji appelle
à accélérer la vaccination

PH/D. R.

Alors que des spécialistes expliquent la situation épidémiologique en Algérie marquée par une baisse des cas de contamination au coronavirus par une «immunité collective», le P^r Kamel Sanhadji met en garde la population, qui a quasiment abandonné les mesures barrières de protection et affirme que «l'immunité collective n'est pas atteinte».

Page 2

Prochaines élections législatives

Fatima-Zohra Zerouati : le parti TAJ
annonce sa participation

Page 3

Premier jour du ramadhan à Béjaïa

Grève des postiers et flambée
des prix des fruits et légumes

Page 3

Tout en rappelant que «l'immunité collective n'est pas atteinte»

P^r Sanhadji appelle à accélérer la vaccination

■ Alors que des spécialistes expliquent la situation épidémiologique en Algérie marquée par une baisse des cas de contamination au coronavirus par une «immunité collective», le P^r Kamel Sanhadji met en garde la population, qui a quasiment abandonné les mesures barrières de protection et affirme que «l'immunité collective n'est pas atteinte».



jusque-là, soit insuffisant. Fort heureusement, a-t-il indiqué, la situation épidémiologique en Algérie reste modeste par rapport aux flambées constatées actuellement en Europe. Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio nationale, il a appelé à ne pas baisser la garde et continuer à maintenir toutes les mesures de précaution et protocoles sanitaires. Cependant, le P^r Sanhadji a fait part de sa déception. «Je suis déçu. Que de temps perdu pour l'Algérie. Il y a encore 20 ou 30 ans, on savait faire des petites choses concernant la vaccination mais on a perdu notre savoir-faire. La deuxième déception, c'est celle de la solidarité internationale et de l'engagement qui n'a pas été tenu sur le système Covax, qui commence à fonctionner depuis, à peine une dizaine de jours», a-t-il dit.

ologies de développement des vaccins. «Une action urgente à mener face à l'émergence de nouveaux virus», a estimé son directeur, le P^r Kamel Sanhadji. La création d'un centre dédié à l'étude et au développement des vaccins relève de la «cohérence», a-t-il affirmé. «Il ne suffit pas de fabriquer le Spoutnik V pour pallier l'urgence. Il y a aussi les autres technologies de vaccins qu'il faut maîtriser. Dans ce Centre de vaccinologie, la technologie de l'ARN sera privilégiée», a prévu le P^r Kamel Sanhadji.

Selon lui, il s'agit d'une technologie accessible aussi bien sur le plan scientifique que financier. «Ce centre de vaccinologie devra être adossé à un hôpital de confinement. Il faut imaginer le pire des scénarios, celui d'une épidémie type Ebola, et là il faut

avoir des structures isolées pour pouvoir prendre en charge ces maladies émergentes graves», a expliqué le P^r Sanhadji. Même s'il se montre rassurant sur l'efficacité du vaccin classique face au Covid 19 et à ses nombreux variants, le P^r Sanhadji a insisté sur la nécessité d'acquiescer et de maîtriser les nouvelles méthodes de développement des vaccins qui offrent une rapidité de réaction aux mutations des virus. «Le développement de différentes technologies de vaccins, notamment l'ARN messenger, est un saut qualitatif scientifique intéressant puisqu'il permet, au cas où des variants échappent à la couverture vaccinale, de se mettre à jour en seulement 6 semaines, lorsque les vaccins classiques nécessitent deux ans de culture du virus», a-t-il dit.

L. A. R.

Par Louisa Ait Ramdane

Mettant en garde contre le retard en matière de vaccination de masse de la population contre la pandémie de Covid-19, le P^r Sanhadji, directeur de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, a appelé à accélérer la campagne de vaccination, qui accuse déjà de grands retards, deux mois après

son lancement officiel en janvier dernier, «pour éviter de donner au virus le temps et l'opportunité de muter».

«Il faut vacciner rapidement pour éviter les variants», a-t-il suggéré. «Je parle en tant que scientifique. Il n'y a pas pire que de vacciner à bas bruit parce que cela donne au virus le temps et l'opportunité de muter», a averti le P^r Sanhadji qui regrette que le nombre de doses, importées

Vers la création d'un centre de vaccinologie pour maîtriser les technologies de vaccins

L'Agence nationale de sécurité sanitaire prévoit de créer un «centre de vaccinologie» pour s'approprier et maîtriser les tech-

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 154 nouveaux cas et 3 décès

L'Algérie a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de moins qu'hier (4), portant à 3 137 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 154 cas, soit 25 cas de plus par rapport au bilan d'hier (129), pour atteindre, au total, 118 799 cas confirmés.

R. N.

Production du vaccin Spoutnik V Saidal débutera prochainement les formations

Les formations au profit des effectifs qui seront chargés de produire le vaccin russe contre le coronavirus, «Spoutnik V», débuteront prochainement, a indiqué à l'APS la P-DG du groupe pharmaceutique public Saidal, Fatoum Akacem.

M^{me} Akacem a relevé, à ce titre, la délicatesse du domaine de la virologie qui nécessite des formations spécifiques, tout en soulignant que «tout sera fait pour relever le défi d'être prêt à la date avancée par le ministre, à savoir septembre 2021».

La P-DG s'est réjouie du choix qui s'est porté sur le groupe qu'elle dirige pour la production de «Spoutnik V» et qui est lié, selon elle, à des raisons de «souveraineté». Le vaccin contre le coronavirus sera produit dans l'usine Saidal de Constantine qui devait produire l'insuline en flacons et qui est «prête techniquement, technologiquement et en termes de qualification», assure M^{me} Akacem.

«Il ne reste plus qu'à la mettre à niveau sur certains aspects liés à la spécificité du vaccin et les pourparlers sont engagés,

dans ce sens, avec tous les fournisseurs d'équipements», selon la P-DG, relevant que les contrats de confidentialité ont été signés autant que ceux de transfert de technologie.

«Le partenaire russe est très attentif aux besoins de Saidal et demande à chaque fois ce qui manque au groupe algérien pour pouvoir recevoir le vaccin», a-t-elle affirmé.

Toutefois, M^{me} Akacem a précisé que le vaccin «Spoutnik V» ne sera pas produit en «full process» dès le mois de sep-

tembre prochain, mais Saidal sera en mesure de réaliser, à cette échéance, «l'étape de répartition qui est celle qui précède le conditionnement».

Il s'agit de répartir la substance diluée, qu'on appelle le bulk, dans des flacons et faire des contrôles, ce qui constitue une partie «importante» du transfert de technologie, détaille la P-DG, ajoutant que la partie la plus difficile et la plus longue commence à partir de la souche, qui sera entreprise «parallèlement».

K. L.

Industrie pharmaceutique

Le premier centre de bioéquivalence en Algérie accrédité

Le premier centre de bioéquivalence en Algérie a été accrédité la semaine dernière, a indiqué à l'APS la P-DG du groupe pharmaceutique public algérien Saidal, Fatoum Akacem, soulignant que ce centre constituera un avantage supplémentaire pour l'exportation des médicaments algériens.

Ce premier centre de bioéquivalence algérien, initiative de Saidal et bénéficiant d'une accréditation, permettra de faire l'équivalence entre un produit générique et un princeps, ce qui profitera à tous les producteurs de génériques en Algérie qui pourront faire leur bioéquivalence chez Saidal, a précisé la res-

ponsable du groupe pharmaceutique.

Les produits Saidal pourront, en outre, être enregistrés à l'international ce qui exige, au préalable, une étude de bioéquivalence, a expliqué M^{me} Akacem qui a ajouté que l'absence de centre de bioéquivalence en Algérie représentait un frein pour l'entrée des produits Saidal sur les marchés de certains pays.

Elle a estimé que le fait que Saidal soit en mesure de faire la bioéquivalence de ses produits localement représentera un avantage supplémentaire pour elle dans le domaine de l'exportation.

La P-DG de Saidal a souligné

que l'export est un axe stratégique très important de son groupe qui compte exploiter ses nouvelles unités de production qui atteindront un régime soutenu de production à partir de 2021, «ce qui impliquera une surproduction exportable».

M^{me} Akacem a précisé, dans ce sens, que Saidal visait, dans un premier temps, les marchés africains, à l'instar du Niger, le Sénégal, la Mauritanie et le Burkina Faso, où Saidal a soumissionné et est déjà connue grâce à ses produits.

Elle a évoqué, en outre, l'intérêt de certains partenaires privés qui connaissent les produits de Saidal et qui veulent en faire la promotion en Libye et au

Yémen.

6 produits d'oncologie disponibles dans un à deux mois

Par ailleurs, Saidal envisage de varier ses partenariats pour aller vers des axes dans lesquels le fabricant algérien de médicaments n'était pas présent, en l'occurrence l'oncologie et la biotechnologie, dans le but d'accroître ses chances à l'international, a souligné sa responsable.

La disponibilité de ces produits d'oncologie est, néanmoins, tributaire de l'appel d'offres de la PCH, vu que ce sont des traitements administrés en milieu hospitalier. Ainsi,

Saidal veut coïncider leur sortie avec la publication de cet appel d'offres qui devrait intervenir dans un mois ou deux, a précisé M^{me} Akacem.

La P-DG de Saidal a également abordé la production du Levothyrox, en déclarant que Sanofi, un des partenaires du groupe algérien, veut «consacrer une usine existant dans le cadre d'une joint-venture entre les deux parties, exclusivement à la production du Levothyrox, en confiant son exploitation à Saidal».

La décision relative à cette proposition de Sanofi «sera prise au cours de cette semaine» par Saidal.

Hatem N.

- Ammar Belhimer, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement -

LA QUESTION DU JOUR

L'attaque de Nantaz a-t-elle seulement eu lieu ?

Suite de la page une

On peut être certain qu'à peu près tout ce qu'on impute au Mossad et qui s'est produit en Iran même est en fait l'œuvre de opposants armés au régime iranien. Ces opposants sont des alliés des Israéliens, cela aussi est certain. Pour autant, ce n'est pas de ces derniers qu'il s'agit ici, mais des Américains, dont on peut dire qu'effectivement ils font des pieds et des mains pour pouvoir retrouver leur place dans l'accord de Vienne. Ils s'y essayent depuis l'installation de l'administration Biden, sans y parvenir tout à fait encore. Il faut voir si la réunion d'aujourd'hui à Vienne se déroule comme la précédente, c'est-à-dire sans leur présence dans la même salle que les autres signataires, ou s'ils sont autorisés à prendre place dans celle-ci. Ce point n'est pas encore clair. On comprend dès lors qu'ils aient tenu à lever toute ambiguïté quant à leur éventuelle responsabilité dans le dernier accroc survenu dans le site de Nantaz. Si cela flatte l'égo des Israéliens, qui probablement n'y sont pour rien, eux par contre ont d'autres considérations en vue, d'autres soucis : réintégrer l'accord de 2015, point de passage obligé pour pouvoir dans un deuxième temps le renégocier en tête à tête avec les Iraniens. Du moins croient-ils encore cette démarche en deux étapes bien distinctes praticable. Ce serait bien la première fois qu'une partie prenante obligée de rabattre de sa superbe pour retrouver sa place dans un accord, qu'elle avait quitté de sa propre initiative et en solo, estime pouvoir en modifier les termes à sa convenance à peine franchi ce premier obstacle. Jamais cela ne se produira avec les Iraniens, qui dans cette affaire ne sont pas isolés, puisqu'ils ont le soutien de la Russie et de la Chine. Les Etats-Unis n'obtiendront aucune extension de l'accord déjà existant à des questions comme le programme balistique iranien ou la politique étrangère iranienne. Ce qui par contre est à leur portée, c'est d'abord la levée des sanctions, de toutes les sanctions, puis l'amélioration de leurs relations avec l'Iran. Alors seulement, ils peuvent avoir avec lui des négociations peut-être fructueuses.

M. H.

«Nous avançons à pas sûrs vers la diversification de l'économie»

■ Des parties extérieures instrumentalisent «le nouveau Hirak» dans leur guerre contre l'Algérie, a indiqué, hier, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer.

Par Massi Salami

Ces parties, a-t-il indiqué dans un entretien accordé au journal «El Maouid El Yaoumi», «recourent à des moyens malsains, en tentant notamment de tromper l'opinion publique et de falsifier les faits, mais ces méthodes ont été mises à nu». Les autorités algériennes «tentent de sensibiliser les personnes qui sont entraînées involontairement par les appels aux actes subversifs et ceux qui sont victimes ou ont été trompés par de faux slogans», a indiqué Ammar Belhimer, ajoutant que «les médias nationaux jouent leur rôle dans ce sens». Concernant les élections législatives du 12 juin prochain, le ministre a indiqué que les autorités publiques «ont apporté toutes les facilitations et les garanties susceptibles d'ouvrir la voie à une nouvelle élite politique, notamment celle issue du Hirak authentique béni», outre «les garanties de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) qui sont à même de garantir la régularité et la transparence de ce scrutin». Interrogé sur le projet de fabrica-

tion du vaccin russe «Spoutnik V» en Algérie, il dira que l'Algérie a fait «un choix stratégique et avant-gardiste pour la fabrication du vaccin russe, à partir de septembre prochain, dans les usines de l'entreprise publique Saïda». «L'Algérie aura ainsi franchi de grands pas dans ce domaine, en application de la décision du président de la République relative à la production du vaccin anti-Covid-19 pour surmonter la pandémie», a-t-il expliqué. Concernant le dossier de la relance économique, Belhimer a estimé que «les données actuelles et les engagements pris par le président de la République montrent que nous avançons à pas sûrs vers la diversification de l'économie et le développement, voire la promotion des exportations», arguant que l'Algérie «mise aujourd'hui sur ses potentialités, notamment les jeunes qui ont prouvé leurs grandes capacités et potentialités innovantes exceptionnelles». Au sujet du montage des véhicules, qui continue à faire couler de l'encre, le ministre de la Communication a rappelé les déclarations du président de la République qui a affirmé à



Ph.D. R.

maintenues reprises l'importance d'un engagement sérieux et transparent de la part de ces usines afin d'éviter les scandales et les erreurs du passé. Pour le dossier de la mémoire, le porte-parole du gouvernement a indiqué que l'Algérie «poursuit ses démarches à haut niveau avec les autorités françaises», précisant que «les négociations avec la partie française avancent à pas sûrs, en dépit des tentatives

de blocages menées par des parties connues». «Elles constituent un crime contre l'humanité», a-t-il dit au sujet des séquelles des essais nucléaires dans le Sud algérien, imputant à l'Etat français la responsabilité de «l'indemnisation telle que reconnue en 2010, où les membres de l'armée française participant aux essais ont été indemnisés».

M. S.

Prochaines élections législatives

Fatima-Zohra Zerouati : le parti TAJ annonce sa participation

La présidente du parti Tajamoue Amel El Zajair (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a annoncé, hier, la participation de son parti aux élections législatives prévues le 12 juin prochain, avec de «nouvelles figures».

Dans un point de presse, M^{me} Zerouati a indiqué que le parti «a réuni les conditions de participation aux élections législatives du 12 juin prochain», ajoutant que les listes

«sont fin prêttes et contiennent de nouvelles figures, à travers lesquelles le parti tend à opérer la rupture avec les pratiques du passé».

Selon M^{me} Zerouati, les listes du parti «sont réparties à travers les 58 wilayas du pays, en sus des listes représentant la communauté algérienne établie à l'étranger».

Concernant les prochaines élections législatives, M^{me} Zerouati estime que ces élections sont

«une étape cruciale» pour l'avenir de l'Algérie et requiert de la classe politique de «lever le niveau de sa performance, en vue d'édifier des institutions légitimes et crédibles, émanant de la volonté du peuple».

La présidente de TAJ a, par ailleurs, appelé les citoyens à une forte participation à ce rendez-vous, en vue d'assurer «la crédibilité des élections et barrer la route aux comploteurs contre l'Algérie».

teurs contre l'Algérie».

A l'occasion de l'avènement du mois sacré du ramadhan, M^{me} Zerouati a appelé à «entraide sociale et à prendre compte du niveau de vie du citoyen qui a été impacté par la conjoncture sanitaire», soulignant la nécessité de «lutter contre le gaspillage et de faire de ce mois sacré une opportunité de changer le comportement et d'éduquer les esprits».

M. O.

Premier jour du ramadhan à Béjaïa

Grève des postiers et flambée des prix des fruits et légumes

Le premier jour du mois de ramadhan a été marqué, hier à Béjaïa, par la grève des postiers, celle de l'Education et surtout la flambée des prix des produits agricoles frais et une frénésie acheteuse chez le consommateur, en dépit de la cherté des fruits, légumes et viandes. C'est ainsi que la majorité des bureaux de poste ont été paralysés suite à un mouvement de grève des postiers. Les usagers ont été surpris par ce mouvement de grève inopiné qui intervient au premier jour du mois de jeûne et contraints de prendre leur mal patience. Les postiers réclament «l'améliora-

tion des conditions de travail, le renforcement des bureaux de poste en moyens humains et matériels, le versement des primes PRI et PRC, la hausse des salaires», entre autres. «Des revendications soulevées en 2013 et restées en suspens», selon les grévistes qui parlent de «pression au niveau des guichets et un volume horaire insupportable subi par les travailleurs». Les protestataires réclament également «des promotions horizontales automatiques et des promotions verticales». Aussi, de nombreux établissements scolaires de la wilaya de Béjaïa ont été paraly-

sés pour la deuxième journée consécutive, suite au débrayage national de deux jours initié par le Conseil national autonome des professeurs et enseignants du secondaire et ternaire de l'éducation (Cnapeste). La grève a largement été suivie hier. Le Cnapeste réclame «l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs du secteur, des postes de promotion, l'octroi de crédits pour la régularisation des situations financières des travailleurs, la régularisation des situations administratives, une retraite sans condition d'âge, le renforcement en moyens pédagogiques et moyens matériels, le règlement

des dossiers de la médecine du travail, du logement, des œuvres sociales et la protection des libertés syndicales», entre autres. Par ailleurs, les prix des fruits et légumes ont connu une hausse vertigineuse à la faveur du mois de carême. Au marché de gros de Bouyziène d'Akbou, les prix ont doublé. C'est le cas du prix de la pomme de terre (45 à 50 DA), la tomate (130 DA), les haricots, le poivron (110 DA), la courgette (70 DA), la carotte (60 DA), la laitue (80 DA), les artichauts (140 DA)... Inutile d'évoquer les prix de ces produits dans les magasins et les marchés de détail. Le tout dans

une ambiance de frénésie acheteuse comme de coutume. Même chose pour les fruits : fraise (250 DA), banane (280 à 300 DA), orange (150 à 200 DA), pastèque (130 DA) et le prix de la pomme est intouchable. En somme, des prix hors de portée des petites et moyennes bourses.

Hocine Cherfa

Béjaïa

Le secteur de l'Education partiellement paralysé

n Le secteur de l'Education de la wilaya de Béjaïa a partiellement été paralysé avant-hier, suite à la grève du Conseil national des professeurs et enseignants du secondaire et ternaire de l'éducation (Cnapeste).

Par H. Cherfa

Selon le chargé de communication du Cnapeste, Slimane Zenati, «le taux de suivi de ce mouvement de grève nationale est de 77 % dans les trois paliers».

Notre interlocuteur dira : «Il restait quelques écoles primaires où les statistiques de l'adhésion à la grève n'étaient pas encore parvenues au bureau, mais globalement la grève a été largement suivie durant cette première journée».

El-Oued/Jumelage inter-hôpitaux
Plus de 20 interventions chirurgicales en gynécologie effectuées

PAS MOINS de 22 interventions chirurgicales en gynécologie-obstétrique ont été effectuées cette semaine à El-Oued, dans le cadre du jumelage entre l'Etablissement hospitalier spécialisé EHS Mère-Enfant «Bachir-Bennacer» (El-Oued) et l'Etablissement public hospitalier EPH «Bologhine Ben Ziri» (Alger), a-t-on appris, hier, auprès de la Direction de la santé et de la population (DSP).

Les opérations ayant concerné des femmes issues de familles défavorisées et présentant des maladies liées à la procréation ont été assurées quatre jours durant par un staff médical spécialisé composé de trois gynécologues-obstétriciens et cinq anesthésistes-réanimateurs, en plus des paramédicaux sous la supervision du P^r Amel Debbih, spécialiste en gynécologie à l'EPH-Bologhine.

L'opération a également été mise à profit pour organiser des consultations médicales au profit de 135 femmes de la wilaya d'El-Oued, pour déterminer les cas nécessitant une intervention chirurgicale, a-t-on indiqué à la DSP d'El-Oued.

Au programme de la mission médicale a figuré également une journée de formation au profit des praticiens généralistes de l'EHS Bachir-Bennacer, encadrée par P^r Amel Debbih, sur la prise en charge médicale des femmes dans les services de gynécologie-obstétrique.

L'EHS Bachir-Bennacer a arrêté un programme annuel 2021 prévoyant plus de 30 opérations de jumelage inter-hôpitaux.

R. N.

Concernant les revendications, «le Cnapeste réclame, une nouvelle fois, la prise en charge des revendications soulevées depuis de longs mois et qui avaient fait l'objet de discussions avec la tutelle», dira encore notre interlocuteur.

Plus précisément, il est réclamé «des crédits pour la régularisation des situations financières des travailleurs du secteur, des postes promotion, l'octroi de moyens pédagogiques, l'amélioration du pouvoir d'achat, la médecine du travail, le respect des libertés syndicales», entre autres.

«Le Cnapeste a exposé à plusieurs reprises les manques et insuffisances qui caractérisent le secteur, en appelle à leur règlement et insiste encore sur la nécessité de prise en charge sérieuse de tous les problèmes soulevés, au risque de compliquer davantage la situation», lit-on dans un communiqué daté d'il y a au moins une semaine.

H. C.



Ouargla

Trois marchés de vente promotionnelle à l'occasion du ramadhan

Trois marchés de vente au rabais et de vente promotionnelle sont ouverts à travers la wilaya de Ouargla à l'occasion du mois du ramadhan, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction locale du commerce.

Implantés au niveau des agglomérations de Ouargla, Sidi-Khouiled et Hassi-Messaoud, ces nouveaux espaces commerciaux occasionnels ont pour objectif de garantir la vente au rabais et de vente promotionnelle de produits de large consommation, à forte demande durant le mois de ramadhan, a affirmé à l'APS le directeur du secteur, Layachi Amroune. Il s'agit, entre autres,

de denrées alimentaires de base, de vaisselle, de produits détergents, de vêtements, de chaussures, d'appareils électroménagers et autres, a-t-il précisé. L'opération, qui s'inscrit dans le cadre d'un programme initié par le ministère de tutelle, vise essentiellement à contribuer aux efforts consentis par l'Etat pour protéger le pouvoir d'achat des ménages durant le mois sacré et permettre aux consommateurs de compenser les pertes enregistrées pendant la crise sanitaire du coronavirus, a souligné M. Amroune.

Approchés par l'APS, des citoyens qui fréquentent le marché de vente promotionnelle qu'abrite la salle omnisports sise

ville de Ouargla.

Des commerçants, interrogés par l'APS, ont imputé cette situation aux achats compulsifs et le stockage de ces deux produits, contre une faible offre des grossistes.

A cet effet, le secteur du Commerce a mis en place un programme spécial pour assurer l'approvisionnement du marché local en produits de large consommation, à forte demande durant le mois de ramadhan, et appellent les consommateurs à rationaliser leurs dépenses et éviter les achats compulsifs qui pénalisent d'autres consommateurs, a-t-on signalé à la Direction du commerce de la wilaya. **Hamid H.**

Accidents de la route

37 morts et 1 476 blessés en une semaine

Trente-sept personnes ont trouvé la mort et 1 476 autres ont été blessées dans 1162 accidents de la circulation survenus à travers le territoire national au cours de la semaine écoulée (du 4 au 10 avril), indique un bilan hebdomadaire rendu public, hier, par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Sétif avec 3 personnes décédées et 44 autres blessées suite

à 43 accidents de la route, précise la même source.

Les services de la Protection civile ont effectué, en outre, 13 678 interventions qui ont permis la prise en charge de 13 183 blessés et malades traités sur les lieux des accidents avant leur évacuation vers les structures sanitaires. Ils ont aussi effectué 5 099 interventions pour l'exécution de 4 394 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses, indique le

bilan de ce corps, qui souligne que les services de la PC sont intervenus 893 fois pour procéder à l'extinction de 596 incendies urbains, industriels et autres.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 169 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité

de respecter le confinement et les règles de distanciation physique.

Ils ont aussi effectué 161 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés et les zones d'habitation où il a été mobilisé pour les deux opérations 733 agents, tous grades confondus, 113 ambulances et 69 engins d'incendie.

M. O.

France

L'activité du secteur aéronautique a dégringolé en 2020

■ L'activité du secteur aéronautique français a dégringolé de 28 % en 2020, sous l'effet du choc provoqué par la pandémie de Covid-19, mais l'emploi dans cette filière a résisté, se repliant de 4 %, a affirmé, hier, l'organisation professionnelle du secteur.



P.V.D. R.

Par Salem K.

Le chiffre d'affaires cumulé de ces 400 sociétés, qui vont de la PME au géant Airbus, s'est établi à 50,9 milliards d'euros en 2020 contre 74,3 milliards l'année précédente, soit une baisse de 28 % à périmètre constant, a détaillé Eric Trappier, président

du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas) lors d'une visioconférence de presse.

Les activités de défense, avec 16,5 milliards d'euros (-3 %), ont mieux résisté que le civil (34,4 milliards, -36 %), marqué par les baisses de cadences des avions en raison de la suite de l'effondrement du trafic

aérien et des perspectives de lente reprise.

Les exportations – qui permettent de dégager le principal solde excédentaire de la balance commerciale française – ont représenté les deux tiers de l'activité mais accusent une baisse de 30 %, à 33,6 milliards d'euros.

Les prises de commandes se

sont elles effondrées de 53 %, à 28,2 milliards d'euros.

Le secteur spatial, avec lequel la France représente près de la moitié de l'activité du secteur en Europe, a lui aussi accusé une baisse de son activité de 25 %, à 3,2 milliards d'euros.

Malgré ce choc historique, «la filière a tenu», s'est félicité M. Trappier, évoquant le «soutien exemplaire et sans faille de l'Etat».

Le nombre d'emplois perdus s'est limité à 8 000 en 2020, soit une baisse de 4 % des effectifs de la filière, qui représentait 194 000 salariés fin 2020.

Eric Trappier avait au début de 2021 évalué à 60 000 le nombre d'«emplois menacés sur 2020-2021».

Les entreprises ont été diversement touchées, les grands groupes réduisant leurs effectifs de 2,7 %, les entreprises de taille intermédiaire (ETI) de 7 % et les PME de 12 %. Les plus touchées ont été les petites sociétés très spécialisées sur certains programmes ou qui ont pâti de la ré-internalisation d'activités par les donneurs d'ordres.

S. K.

«Une entente importante et historique»

Ottawa et Air Canada parviennent à un plan d'aide de 5,9 milliards de dollars

Le gouvernement canadien et la compagnie aérienne Air Canada ont annoncé, lundi, une entente sur un plan d'aide financier sous la forme de prêts, pour aider le premier transporteur canadien à se relever de la pandémie.

L'accord prévoit qu'Air Canada pourra avoir accès à environ 5,9 milliards de dollars canadiens (3,9 milliards d'euros).

«On a conclu une entente importante et historique avec Air Canada», a déclaré Omar Alghabra, le ministre canadien des Transports, lors d'un point presse.

Pour bénéficier de ce soutien financier, Air Canada s'est engagé à respecter plusieurs condi-

tions, notamment rembourser les clients dont les billets ont été annulés par le transporteur pour des raisons liées à la pandémie.

La compagnie a aussi accepté de rétablir des liaisons régionales et des restrictions concernant la rémunération de ses hauts dirigeants.

Air Canada, qui compte actuellement près de 15 000 salariés, s'est engagé à ne pas supprimer de nouveaux emplois, après avoir dû licencier plus de 20 000 salariés depuis le début de la pandémie.

«Les compagnies aériennes sont un secteur stratégique et génèrent de bons emplois pour la classe moyenne de notre pays», a estimé la vice-Première ministre Chrystia Freeland,

saluant un «accord équitable».

Depuis le début de la pandémie, les compagnies aériennes canadiennes ont reçu plus de 2 milliards de dollars en aides fédérales qui leur ont permis de maintenir l'emploi de milliers de salariés, a précisé M. Alghabra.

Le gouvernement poursuit les discussions avec d'autres compagnies aériennes, dont WestJet, deuxième compagnie aérienne du pays, a précisé M^{me} Freeland.

L'industrie aérienne du Canada réclame depuis le printemps dernier un plan d'aide du gouvernement canadien.

Contrairement à plusieurs autres pays, Ottawa refusait jusqu'à présent une aide ciblée pour son secteur aérien, insis-

tant d'abord pour que les compagnies remboursent les clients dont les vols ont été annulés depuis le début de la pandémie et qu'elles reprennent des liaisons intérieures abandonnées.

Air Canada a essuyé une perte de 4,6 milliards de dollars canadiens (3 milliards d'euros) pour 2020, marquée par une chute de 73 % du nombre de passagers en raison de la pandémie.

En 2019, Air Canada avait dégagé un bénéfice net de 1,4 milliard de dollars.

Le chiffre d'affaires du premier transporteur canadien a chuté de 70 %, à 5,8 milliards de dollars en 2020, contre 19,1 milliards l'année précédente.

K. N.

Céréales/Prix Le blé rebondit, soutenu par des incertitudes climatiques

LES PRIX du blé connaissent, hier à la mi-journée, un rebond d'ordre technique à la suite de Chicago, accentué par quelques petites inquiétudes liées aux conditions de culture des céréales à paille.

A midi sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de 2,25 euros sur l'échéance rapprochée de mai à 213,50 euros, et d'un euro sur l'échéance de septembre à 199,75 euros, pour près de 10 500 lots échangés.

La tonne de maïs, elle, progressait de 50 centimes sur l'échéance de juin à 216,75 euros, et de 75 centimes sur celle d'août à 213,25 euros, pour un peu plus de 150 lots échangés.

Lundi, le marché américain a nettement baissé parce que les conditions météo, notamment dans le nord des Etats-Unis, sont relativement sèches et devraient permettre d'accélérer le rythme des semis, aussi bien en maïs qu'en blé de printemps. «Le marché a plutôt baissé hier et remonte un peu techniquement aujourd'hui et les marchés européens font exactement le même mouvement», ont commenté des analystes.

Potentielle, les problèmes potentiels liés à la baisse de température de la semaine dernière en Europe commencent à être un peu évalués, a-t-il souligné.

Si pour l'instant, ce sont essentiellement des problèmes sur les betteraves et le colza qui ont été mis en évidence, «ça pourrait être aussi le cas finalement sur les céréales à paille, comme le blé», soulignent les spécialistes du marché.

Autre sujet d'interrogation qui vient s'ajouter au gel, «les météorologues font état d'un risque de déficit hydrique sur le continent européen pour les semaines à venir», ont-ils encore soutenu.

En Russie, plusieurs grands exportateurs de blé russe ont suspendu leurs achats de blé russe face aux taxes à l'exportation mises en place pour faire baisser les prix du marché intérieur, rapporte le quotidien russe «Kommersant».

Ces acheteurs tablent, selon le quotidien, sur une baisse des prix avant l'arrivée de la nouvelle récolte. Les droits pour l'achat de blé devraient baisser à partir du 2 juin, notent des experts.

R. E.

Iran-Russie

Contrat d'investissement de 500 millions d'euros dans l'industrie pharmaceutique

Un accord d'investissement d'une valeur de 500 millions d'euros pour des projets dans les secteurs pharmaceutique, de la médecine, des biotechnologies et de la bio-ingénierie, a été signé entre le groupe iranien «INGP» et la société d'investissement russe «Region TransNeft», a indiqué

hier la presse iranienne.

Selon la même source, un contrat d'investissement a été signé entre le groupe iranien Prom Pars International Oil and Gas Company (INGP Holding) et la société russe Region TransNeft pour lancer un groupe de projets avec une nouvelle perspective de coopération sur-

tout dans le domaine de la production de médicaments.

Selon ce contrat, la société d'investissement russe s'engage à investir en Iran et à transférer les dernières technologies aux parties iraniennes.

Les domaines mentionnés dans ce contrat comprennent la production de médicaments, de

vaccins et des agents bio-actifs. Il s'agit aussi de la création de réseaux de cliniques, d'une

société iranienne dédiée à l'investissement et d'entreprises de production de matériel médical.

Cette collaboration comprend, en outre, l'établissement de réseaux de recherche pour les laboratoires médicaux et la

création de cliniques communes irano-russes.

Par ailleurs, les deux parties ont convenu de créer plusieurs sociétés conjointes dans le cadre de portefeuille irano-russe pour mettre en œuvre les projets pharmaceutiques, biotechnologiques et médicaux.

Maya G.

Commission de la fatwa

Pas de corrélation entre le jeûne et l'atteinte par le Covid-19

■ La Commission ministérielle de la fatwa a réaffirmé, lundi, «l'absence de corrélation entre le jeûne et l'atteinte de Covid-19, recherches scientifiques à l'appui, et décrété que le jeûne est obligatoire pour ceux qui réunissent les conditions».

Par Tahira G.

Dans son 28^e communiqué rendu public dans le contexte des réponses aux questions posées par les citoyens,

Agence des Nations unies pour les réfugiés
Le HCR appelle à la solidarité envers les réfugiés touchés par la pandémie

L'AGENCE des Nations unies pour les réfugiés (HCR), exhorte, à l'occasion du mois sacré du ramadhan, à un soutien accru envers des millions de réfugiés et de déplacés internes qui sont les plus durement frappés par la pandémie de Covid-19. «En cette période de réflexion profonde et de générosité, notre solidarité envers les personnes déracinées est plus que jamais nécessaire», a déclaré Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés. «Dans l'esprit de solidarité humaine qui prévaut durant le mois sacré, j'appelle à un soutien accru envers les personnes vulnérables», a-t-il plaidé.

Selon l'ONU, environ 85 % des réfugiés à travers le monde sont accueillis dans des pays à revenu faible ou intermédiaire qui sont confrontés à des difficultés financières et qui ont souvent des systèmes de santé fragiles. Du fait de la pandémie, les réfugiés et les déplacés internes ont perdu leurs moyens de subsistance et ont sombré dans l'extrême pauvreté, une situation lourde de conséquences. D'après le HCR, à travers le monde, trois réfugiés sur quatre ne peuvent répondre qu'à la moitié de leurs besoins de base voire moins. Des familles suppriment des repas, n'ont plus les moyens de payer leur loyer, sont criblées de dettes ou ont été forcées de déscolariser leurs enfants, même si les écoles sont restées ouvertes. En parallèle avec le mois sacré du ramadhan, le HCR a lancé la campagne mondiale de collecte de fonds intitulée «Chaque seconde compte» pour aider à collecter des fonds pour les réfugiés et les déplacés internes les plus vulnérables. Les sommes reçues dans le cadre de la Zakat, ou Sadaqah, ainsi que toute autre contribution peuvent alléger le fardeau des familles déracinées qui vivent loin de chez elles et séparées de leurs proches. «Ensemble, nous pouvons aider les réfugiés et les déplacés internes à avoir un toit, un repas chaud pour la rupture du jeûne, de l'eau potable et à espérer un avenir meilleur et plus sûr», a indiqué Filippo Grandi.

H. N.

notamment en ce qui a trait aux règles de jeûne avec l'avènement du mois sacré et la poursuite de la pandémie de Covid-19, la Commission de la fatwa a réaffirmé le contenu du communiqué (11) rendu public juste avant le ramadhan dernier, lequel affirmait «l'absence de corrélation entre le jeûne et l'atteinte de la Covid-19, comme l'ont prouvé les recherches scientifiques et que le jeûne est obligatoire pour ceux qui réunissent les conditions».

Pour la Commission, «l'exemption de jeûner ne concerne que les personnes ayant des raisons valables du point de vue de la Chariâa, à savoir ceux qui ne peuvent pas s'acquitter du jeûne, tels que les personnes âgées, celles atteintes de maladies chroniques incompatibles avec le jeûne, qu'elles ne sont tenues qu'à la compensation de nourrir un pauvre, ainsi que les personnes malades pour qui le jeûne est un effort réel et inhabituel, sur la base de l'expérience ou l'attestation médicale».

«Cette catégorie inclut les personnes atteintes de Covid-19 et

les patients contraints de prendre le médicament pendant la journée», lit-on dans le communiqué.

Concernant l'utilisation de tous les types de vaccins contre le coronavirus, la Commission soutient qu'«elle n'invalide pas le jeûne au même titre que les vaccins et les seringues».

Aussi, l'emploi des inhalateurs et aérosols n'invalide pas le jeûne des patients asthmatiques et dyspnéiques, se référant en cela à l'avis des jurisconsultes.

La Commission de la fatwa et le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie ont souligné l'impératif de se conformer aux mesures préventives au niveau de tous les sites et espaces publics. Les deux parties ont salué «le rôle civilisationnel des mosquées et de leurs responsables parmi les imams et les bénévoles qui ont veillé à l'application et au respect des mesures préventives par souci de préserver la santé publique et surmonter la pandémie dans les plus brefs délais». La Commission a souligné, en outre, l'importance de se préparer sur «le plan spirituel et social pour accueillir le mois de ramad-



han dans un climat de piété et de sérénité», en valorisant les valeurs de solidarité et d'entraide pour surmonter l'impact de pandémie.

«L'importance de rationaliser les dépenses et la consommation et bannir toute forme de gaspillage a également été mise en avant» par ladite Commission.

Le communiqué a sanctionné une réunion ayant regroupé, jeudi dernier au siège du ministè-

re, des membres de la Commission de la fatwa avec des représentants du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, avec la participation de secrétaires des conseils scientifiques de certaines wilayas pour concerter autour des questions liées au jeûne.

T. G.

Sécurité routière

Campagne nationale de sensibilisation pendant le ramadhan

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé, dimanche, une large campagne nationale de sensibilisation sur la sécurité routière pendant le mois de ramadhan, visant à réduire les accidents de la circulation et à sensibiliser le citoyen quant à l'importance du respect du code de la route. Intervenant à l'occasion du coup d'envoi officiel de la campagne nationale de sensibilisation sur la sécurité routière, le

chef d'escadron de sécurité routière relevant du service de wilaya de la sûreté publique, le lieutenant Djilali Salim, a indiqué que dans le cadre des efforts de la DGSN visant à assurer la sécurité aux citoyens et à préserver leurs biens, cette campagne a été lancée à travers toutes les wilayas du pays sous le thème «Ramadhan sans accidents de la route», et se poursuivra jusqu'à l'Aid El Fitr, avec pour objectif de sensibiliser les conducteurs à

l'importance du respect du code de la route et d'éviter la conduite dangereuse qui est à l'origine de nombreux accidents.

Le même responsable a ajouté que c'est en prévision du mois de ramadhan et compte tenu du prolongement des horaires du confinement jusqu'à 23h, que la DGSN a initié cette campagne de sensibilisation et de prévention. Différentes unités de police, des patrouilles de radars, des unités de la sécurité routière ont

été mobilisées à cet effet au niveau des grands axes routiers, pour sensibiliser les citoyens à une conduite prudente durant les heures précédant la rupture du jeûne (El Iftar).

La caravane de sensibilisation a démarré à partir du siège du service de wilaya de la sûreté publique de Bab Ezzouar vers plusieurs points à Alger-Centre, notamment les barrages et les points de contrôle.

Samah N.

Boughazi

L'investissement dans le tourisme ouvert à tous ceux qui apportent une valeur ajoutée

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Ali Boughazi, a affirmé, dimanche après-midi à Khenchela, que l'investissement dans le tourisme était ouvert à tous ceux qui souhaitent apporter une valeur ajoutée au secteur.

Supervisant la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un village de vacances dans la commune de Yabous, le ministre a déclaré que son département ministériel soutenait les vrais investisseurs qui veulent apporter un plus au sec-

teur, faire bouger la roue du tourisme et en faire un secteur créateur de richesse.

Après avoir entendu les explications techniques du projet, le ministre a souligné la nécessité de «respecter les délais de réalisation, en tenant compte des normes de qualité, afin que le projet contribue à faire de la région un pôle touristique d'excellence grâce à son relief montagneux». Lors de son inauguration d'un nouvel hôtel quatre étoiles appartenant à un privé dans la commune d'El Hamma, M. Boughazi a exprimé son

admiration pour l'architecture de la structure touristique, qui porte le nombre des structures hôtelières classées dans la wilaya à 7 structures d'une capacité de 682 lits. Le ministre qui s'est enquis de la réalité des obstacles juridiques qui ont empêché l'achèvement du projet de réalisation du parc d'attractions urbain de la commune de Khenchela, dont les travaux ont été suspendus depuis quatre ans en raison des objections de la Direction générale des forêts (DGF), en raison de la nature juridique du terrain sur lequel le projet a été

construit, a promis de transmettre cette préoccupation aux autorités supérieures du pays et œuvrer pour y remédier en coordination avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial a conclu sa visite à Khenchela en visitant la station thermale Hammam Essalihine, dans la commune d'El Hamma, rouverte au public récemment après la levée des mesures de confinement dans la wilaya.

Dalil Y.

Mois de ramadhan

Un programme filmique virtuel proposé au public

■ Le mois de ramadhan de cette année connaîtra des activités culturelles en mode présentiel, organisées dans un grand nombre d'établissements. C'est dans le strict respect des mesures de prévention contre la pandémie de Covid-19 que le ministère de tutelle a permis l'ouverture des théâtres, salles de cinéma et de spectacles.

Par Adéla S.

Cependant, il y a encore des organismes qui maintiennent le mode virtuel afin de toucher le plus grand nombre du public. Le Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (CNCA) est un de ces établissements qui ont choisi le mode virtuel pour entrer dans toutes les maisons algériennes.

En effet, un programme virtuel de projection de films durant le mois de ramadhan est prévu sur la page Facebook de l'établissement, annoncent ses responsables.

Le programme des projections cinématographiques spéciales Ramadhan comporte, entre autres, la projection des films documentaires «Sidi Boumediene Choiaib El Ghouth» du réalisateur Yahia Mezahem, «Dar El Hadith» de Said Olmi et «Rakb Sidi Cheikh» de Mohamed Cherif Bekka, a précisé le CNCA dans un com-

munié posté sur sa page Facebook.

Le programme compte également les films documentaires «Timimoune» d'Ahmed Laaroussi, «Houlm Enoussour» de Mohamed Hazourli et «Cheikh Mohamed Ben Abdelkrim El Mghili» de Laarbi Lakhal.

Les projections virtuelles seront clôturées le 8 mai prochain avec le film documentaire intitulé «Histoire du drapeau algérien», du réalisateur Sid Ahmed Hallachi et ce, en parallèle avec la commémoration des massacres du 8 mai 1945.

Il est à noter que le Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (CNCA) regroupe toutes les archives filmiques sur différents supports. Afin de protéger et organiser les archives filmiques, l'établissement travaille aussi sur la numérisation du patrimoine cinématographique national. A l'occasion du mois sacré, ses responsables ont voulu proposer au public de revisiter des films connus.

A. S.



Ph./D.R.

Littérature

Des livres de Charles Baudelaire exposés à Alger

Les passionnés de littérature et de poèmes sont invités à visiter une belle exposition à l'Institut culturel français d'Alger. Ce sont les œuvres du grand poète français du 19^e siècle, Charles Baudelaire, qui sont exposées au public jusqu'au 15 avril courant.

Le but majeur de cette exposition est de revisiter l'œuvre de ce poète qui a laissé derrière lui un héritage culturel de grande valeur, précisent les organisateurs. C'est

aussi une occasion pour le faire connaître à ceux qui ne le connaissent pas encore. Cette exposition se veut, entre autres, une occasion pour relancer l'activité culturelle après des mois de rupture à cause de la pandémie de Covid-19. Les passionnés de lettres et de poèmes ont apprécié cette initiative qui leur fait redécouvrir ce grand homme de la poésie française.

Charles Pierre Baudelaire est un poète français né à Paris le 9 avril 1821 et mort le 31

août 1867 dans cette même ville. Il est l'un des poètes les plus célèbres du XIX^e siècle. En incluant la modernité comme motif poétique, il a rompu avec l'esthétique classique. Il est aussi celui qui a popularisé le poème en prose.

Considéré comme «maudit», il représente ce poète incompris et écorché vif par la société. N'ayant jamais été reconnu de son vivant, il en sera profondément meurtri. A cela s'ajoutent une enfance malheureuse, des déboires

sentimentaux, la crainte des créanciers et la détérioration de sa santé.

Aujourd'hui, reconnu comme un écrivain majeur de l'histoire de la poésie mondiale, Baudelaire est devenu un classique de la littérature française. Parmi ses recueils les plus connus on retrouve «Les Fleurs du Mal» (1857), «Les Paradis Artificiels» (1860), «La Fanfarlo» (1847), «Du vin et du haschisch» (1851) et «Le Spleen de Paris» (1869).

F. H.

Camélia Jordana, Vitaa et Amel Bent

Le nouvel album bientôt prêt

UN TRIO INATTENDU. Le 4 juin prochain, Vitaa, Camélia Jordana et Amel Bent sortiront un album commun événement intitulé «Sorore». Les trois artistes y réinterpréteront quelques-uns de leurs propres titres. On pourra entendre leurs voix sur des morceaux comme «Ne retiens pas tes larmes» d'Amel Bent, «Moi c'est» de Camélia Jordana ou encore «Sœur» de Vitaa.

Un extrait de ce dernier titre a été dévoilé pour annoncer la sortie de ce futur album. Le court passage a été partagé sur les trois comptes Instagram des chanteuses.

Dans ce morceau, Vitaa confie avoir été trahie par sa meilleure amie, sa sœur, tombée sous le charme de son compagnon. Pour cette reprise, les trois chanteuses semblent avoir opté pour une version plus calme que l'original.

Toutes trois avaient dévoilé le premier morceau de cet album. Les trois chanteuses y reprennent «Marine» de Diam's. Cette chanson très engagée contre Marine Le Pen était sortie en 2005. «Sorore» sera également ponctué d'«interludes». Il pourrait s'agir de morceaux inédits.

R. I.

Cérémonie des Oscars

Des stars en chair et en os au rendez-vous

Les fans de cinéma qui se languissaient des stars sur tapis rouge seront servis : la cérémonie des Oscars leur permettra, la semaine prochaine, d'admirer des idoles comme Harrison Ford, Brad Pitt et Reese Witherspoon, en personne et en tenue de soirée, plutôt qu'en pyjama via Zoom, ont annoncé lundi les organisateurs.

En raison de la pandémie, la plus prestigieuse soirée d'Hollywood se déroule cette année dans une gare ferroviaire historique du centre de Los Angeles, Union Station, le 25 avril, une date inhabituellement tardive pour la saison des prix cinématographiques.

Les organisateurs de la cérémonie ont promis, lundi dans un communiqué, «un aréopage de

stars vraiment galactique», tellement éblouissant que «des lunettes de soleil pourraient être nécessaires».

Ils souhaitent limiter au maximum les interventions via internet qui ont suscité critiques et déceptions lors d'autres cérémonies bouleversées par le coronavirus, notamment les Golden Globes fin février, où des vedettes étaient apparues en jogging ou pyjama pour recevoir leurs récompenses par visioconférence.

Aux côtés d'Harrison Ford et Reese Witherspoon, on trouvera pour présenter les Oscars en chair et en os les lauréats de l'édition 2020, comme Brad Pitt, Joaquin Phoenix, Renee Zellweger et Laura Dern, ainsi que le Sud-Coréen Bong Joon-

ho, sacré pour son film «Parasite», meilleur long-métrage.

Des vedettes comme Angela Bassett, Halle Berry et Bryan Cranston seront aussi présentes sur le tapis rouge, premier d'une telle envergure depuis que le Covid-19 a frappé Hollywood en mars 2020, bouleversant le calendrier de l'industrie du cinéma et provoquant la fermeture des salles obscures.

Grâce à une nette amélioration de la situation sanitaire, notamment permise par la montée en puissance des vaccinations, la Californie accélère désormais la reprise de ses activités économiques et culturelles.

La 93^e édition des Oscars sera retransmise depuis la gare d'Union Station et la traditionnel-

le salle du Dolby Theatre, au cœur d'Hollywood, où des performances musicales seront données en direct.

Des sites ont également été prévus au Royaume-Uni et en France pour les artistes sélectionnés qui ne seraient pas en mesure de se rendre à Los Angeles pour assister en personne à la cérémonie.

La soirée des Oscars sera dirigée pour la sixième fois par Glenn Weiss, un expert reconnu de ce genre d'événements, avec à la production Steven Soderbergh, réalisateur du film «Contagion».

«Nous voulons que cette année, les Oscars ressemblent à un film, pas à un spectacle télévisé», a insisté la production.

M. K.



Nucléaire

Moscou et Téhéran unis face aux Occidentaux

■ *Moscou et Téhéran ont affiché, hier, un front uni face à Washington et aux Européens sur fond de discussions à Vienne pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien de 2015.*

Par Mourad M.

«**N**ous tablons sur le fait qu'on pourra sauvegarder l'accord et que Washington reviendra enfin à la mise en œuvre pleine et entière de la résolution correspondante de l'ONU», a déclaré le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, lors d'un point de presse avec son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, à Téhéran.

M. Lavrov a une nouvelle fois appelé les États-Unis à lever les sanctions adoptées contre Téhéran depuis leur sortie de l'accord, décidée en 2018 sous la présidence de Donald Trump.

Le ministre russe s'en est aussi pris avec virulence à l'UE qui, selon lui, menace les efforts en cours en ayant annoncé lundi sanctionner huit responsables de la sécurité iranienne pour leur rôle dans la répression violente des manifestations en novembre 2019.

«Dans l'UE, il n'y a aucune coordination, la main droite ne sait pas ce que fait la gauche, c'est malheureux», a-t-il dit.

«Si cette décision a été prise de manière volontaire en pleine négociations à Vienne pour sauver (l'accord sur le nucléaire), alors ce n'est plus malheureux, c'est une erreur qui serait pire qu'un crime», a-t-il lâché.

En riposte à la décision de

l'UE, qui coordonne les discussions de Vienne, Téhéran a annoncé lundi soir «suspendre tout dialogue sur les droits humains avec les Vingt-Sept, de même que sa coopération avec l'Europe en matière de terrorisme, de lutte contre le trafic de drogue, et des réfugiés».

De son côté, M. Zarif a averti les États-Unis qu'ils n'obtiendraient aucun avantage dans les discussions sur le nucléaire par le biais d'«actes de sabotage» ou de «sanctions».

«Nous n'avons aucun problème à revenir à nos engagements (...) mais les Américains doivent savoir que ni les sanctions ni des actes de sabotage ne leur procureront un instrument de négociation et que ces actions ne feront que compliquer encore la situation pour eux», a déclaré Mohammad Javad Zarif.

La veille, Téhéran avait accusé Israël d'avoir saboté dimanche son usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, dans le centre de l'Iran, alors que des discussions sont en cours à Vienne pour tenter de sauver l'accord international sur le nucléaire conclu dans la capitale autrichienne en 2015.

«Ce qu'ils ont fait à Natanz, ils ont pensé que cela serait au désavantage de l'Iran (...), je vous assure que dans un avenir proche, Natanz va passer à des



Ph. > D. R.

centrifugeuses plus perfectionnées», a déclaré M. Zarif.

«Les Israéliens, s'ils pensaient qu'ils pouvaient stopper les efforts de l'Iran pour faire lever les sanctions contre le peuple iranien, ont fait un très mauvais pari», a-t-il ajouté.

«Les États-Unis n'ont d'aucune manière été impliqués dans ce qui s'est passé à Natanz», avait déclaré, lundi, la Maison-Blanche.

Les discussions de Vienne réunissent les États encore parties à l'accord sur le nucléaire iranien (Allemagne, Chine, France, Royaume-Uni, Iran et Russie), sous l'égide de l'Union européenne. Washington y est associé mais sans contact direct avec les Iraniens.

Les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, ont dénoncé unilatéralement en

2018 l'accord de Vienne, rétablissant les sanctions américaines qui avaient été levées en vertu de ce pacte. En riposte, l'Iran s'est affranchi depuis 2019 de la plupart des engagements clés limitant ses activités nucléaires qu'il avait pris à Vienne. Joe Biden, qui a succédé à M. Trump en janvier, a signalé son intention de réintégrer l'accord.

Mais jusqu'à présent, Téhéran et Washington se renvoient la balle : l'Iran exige que Washington lève ses sanctions pour revenir de son côté au respect plein entier de ses engagements quand les États-Unis exigent d'abord le retour de l'Iran aux termes de l'accord pour lever leurs mesures punitives.

Les États-Unis et Israël sont les deux premiers ennemis officiels de la République islamique. M. M.



Commentaire

Droits

Par Fouzia Mahmoudi

Si Recep Tayyip Erdogan aime jouer les donneurs de leçons et ne cesse notamment de faire la morale à l'Europe, c'est bien son régime qui depuis une dizaine d'années ne cesse de contrevenir aux principes défendus par l'UE, à laquelle il aspire toujours à faire adhérer son pays. La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a ainsi sévèrement condamné, hier, la Turquie pour la détention du célèbre journaliste et écrivain turc Ahmet Altan, poursuivi pour son implication présumée dans le putsch manqué de 2016. «Rien ne démontre que les actions du requérant se soient inscrites dans un plan destiné à renverser le gouvernement turc», soulignent les magistrats européens qui siègent à Strasbourg. Ceux-ci constatent la violation de dispositions de la Convention européenne des droits de l'Homme relatives à la liberté d'expression, au «droit à la liberté et à la sûreté» et à celui «de faire statuer à bref délai par un tribunal sur la légalité de la détention». Dans un arrêt distinct, la CEDH a également condamné Ankara pour la détention de Murat Aksoy, un journaliste d'opposition incarcéré quelques semaines après la tentative de putsch du 15 juillet 2016. «Il n'y avait pas de raisons plausibles de soupçonner Murat Aksoy d'avoir commis une infraction pénale», estime la CEDH. Arrêté une première fois en septembre 2016, Ahmet Altan, 71 ans, avait été condamné à la prison à vie en février 2018 pour «tentative de renversement de l'ordre constitutionnel», jugement annulé par la Cour de cassation turque, rappelle la CEDH. Rejugé, il avait été condamné en novembre 2019 à 10 ans et demi de prison pour «complicité avec un groupe terroriste». La justice turque lui reproche d'être en lien avec le mouvement du prédicateur islamique Fethullah Gülen, qu'Ankara accuse d'avoir ourdi la tentative de coup d'État de juillet 2016, ce qu'il nie. Ahmet Altan, qui a fondé le journal d'opposition «*Taraf*», s'est notamment fait connaître en dehors de la Turquie par son récit de sa vie en prison. Son livre «*Je ne reverrai plus le monde*» a paru en France aux éditions Actes Sud. Intellectuel respecté dans son pays, il a toujours formellement nié son implication dans la tentative de coup d'État, rejetant des accusations «*grotesques*». Il était notamment accusé d'avoir envoyé des «*messages subliminaux*» lors d'une émission retransmise en direct sur une chaîne pro-Gülen à la veille du putsch manqué, un élément qui a ensuite disparu de l'acte d'accusation. Ces décisions interviennent quelque mois après une visite controversée, en septembre 2020, du président italo-islandais de la CEDH, Roberto Spano, en Turquie, au cours de laquelle il avait été fait docteur honoris causa par l'Université d'Istanbul. Cette distinction avait suscité de vives critiques dans les milieux intellectuels turcs, alors que des milliers d'entre eux ont été frappés par la répression de la tentative de coup d'État de 2016. Mehmet Altan, le frère de Ahmet Altan, s'était ainsi demandé dans une lettre ouverte à Roberto Spano «*à quel point il est réjouissant de devenir un membre honoraire d'une institution qui a condamné des centaines d'universitaires au chômage et à la pauvreté en les virant de manière injuste*». Lui-même écrivain et universitaire, Mehmet Altan avait été accusé comme son frère d'être impliqué dans la tentative de coup d'État et a été emprisonné pendant près de deux ans sans jamais retrouver son poste à l'université, en dépit de son acquittement. Le régime turc sous la coupe d'Erdogan continue ainsi de terroriser tous ceux qui ne le soutiennent pas et n'hésite pas à user de méthodes d'autres temps, bien éloignées des principes que l'UE met à son centre, prouvant une fois encore aux opposants à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne que pour le moins Ankara ne sera pas compatible avec leurs valeurs tant qu'Erdogan tirera encore les ficelles. F. M.

Japon

Les autorités vont rejeter de l'eau de Fukushima à la mer

Le Japon va rejeter dans l'océan Pacifique, après traitement, plus d'un million de tonnes d'eau provenant de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima Daiichi, a annoncé, hier, le gouvernement nippon malgré l'opposition de pays voisins et des pêcheurs locaux. Cette décision met fin à sept années de débats sur la manière de se débarrasser de l'eau issue de la pluie, des nappes souterraines ou des injections nécessaires pour refroidir les cœurs des réacteurs nucléaires entrés en fusion après le gigantesque tsunami du 11 mars 2011. Environ 1,25 million de tonnes d'eau contaminée sont actuellement stockées dans plus d'un millier de citernes sur le site de la centrale accidentée.

L'eau sera rejetée «après nous être assurés qu'elle est à un niveau (de substances radioactives, NDLR) nettement en-dessous des normes de sécurité», a déclaré, hier, le Premier ministre, Yoshihiko Suga, ajoutant que le gouvernement japonais prendrait «des mesures» pour empêcher que cela n'entache la réputation de la région.

Une décision rapide était nécessaire car l'eau continue à s'accumuler et les limites des capacités de stockage sur place pourraient être atteintes dès l'automne 2022, selon Tepco, l'opé-

rateur de la centrale.

L'eau destinée à être relâchée dans cette opération, qui ne devrait pas commencer avant deux ans et pourrait prendre des décennies, a été filtrée à plusieurs reprises pour être débarrassée de la plupart de ses substances radioactives (radionucléides), mais pas du tritium, lequel ne peut pas être éliminé avec les techniques actuelles.

Cette solution est très contestée par les pêcheurs et agriculteurs de Fukushima, dans le Nord-Est du pays, redoutant que cela n'affecte encore davantage l'image de leurs produits auprès des consommateurs, même si Tepco s'est engagé hier à prendre «des mesures pour empêcher que des rumeurs néfastes ne circulent à l'encontre de l'agriculture, des forêts, de la pêche et du tourisme dans la région».

Le gouvernement «nous a dit qu'il ne rejetterait pas l'eau sans l'adhésion des pêcheurs», a déclaré Kanji Tachiya, responsable d'une coopérative locale de pêche à Fukushima, mais «maintenant, ils reviennent là-dessus et nous disent qu'ils vont rejeter l'eau, c'est incompréhensible».

Plus d'une centaine de personnes ont aussi manifesté hier devant le Kantei, les bureaux et la résidence officielle de M. Suga

à Tokyo, portant des pancartes avec des slogans contre la décision. «*S'il vous plaît, arrêtez maintenant*», a lancé Ichiro Tanaka, un manifestant sexagénaire, selon des propos recueillis par l'AFP. «*Ne pourriez pas Fukushima et tout le Japon avec la radioactivité*» (...). «*Vous avez dû décontaminer la zone après l'accident, n'allez pas répandre à nouveau la contamination*».

«Le gouvernement japonais a une fois de plus laissé tomber les gens de Fukushima», a réagi, hier, Greenpeace, fustigeant une «*décision complètement injustifiée de contaminer délibérément l'océan Pacifique*».

L'organisation environnementale a répété son appel à poursuivre le stockage de l'eau jusqu'à ce que la technologie permette de la décontaminer complètement.

Début 2020, des experts commissionnés par le gouvernement avaient recommandé le rejet en mer, une pratique déjà existante au Japon comme à l'étranger sur des installations nucléaires en activité.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a aussi soutenu cette option. Son directeur général, Rafael Grossi, s'est «réjoui» hier de la décision du Japon, déclarant que l'AIEA était prête à lui fournir un soutien technique.



ES Sétif

Mohamed Khoutir Ziti fait son retour

APRÈS UNE PIGE en Libye qui n'aura duré que 6 mois, Mohamed Khoutir Ziti fait son retour en Algérie et s'engage avec son ancien club, l'ES Sétif.

Mohamed Khoutir Ziti est de retour ! Le latéral droit international algérien (2 sélections) revient en Algérie après une pige raté du côté de Al Nasr Benghazi, en

Libye. Dans un communiqué officiel, l'Entente Sportive de Sétif a indiqué que le joueur avait signé un contrat de 18 mois avec le club. Ziti est arrivé comme renfort pour renforcer le secteur droit de la défense, mais aussi dépanner à gauche suite aux blessures des deux latéraux sétifiens, Ferhani et Laouafi.

RC Relizane

Cherif El Ouezzani tire la sonnette d'alarme

L'ENTRAÎNEUR du RC Relizane, Si Tahar Cherif El Ouezzani, a mis en garde, lundi, contre la poursuite par ses joueurs de la grève qu'ils ont entamée depuis une dizaine de jours, tirant la sonnette d'alarme concernant l'avenir de ce club en Ligue 1 de football. S'étant mis d'accord avec ses protégés pour reprendre le travail suite à des garanties de la part du président du RCR, Mohamed Hamri, de régler partiellement leur situation financière, les poulaillers de Cherif El Ouezzani ont fait faux bond. «Cela fait déjà 11 jours qu'on ne s'est pas entraînés.

En restant inactifs pendant toute cette période, c'est tout le travail effectué jusque-là qui est remis en cause. Du coup, on a des problèmes lors de la phase retour», a déclaré Cherif El Ouezzani. Le coach du

RCR a jugé «nécessaire de remettre de l'ordre dans l'équipe avant la fin de la semaine en cours», ajoutant que «passé ce délai, la situation va empirer». Et même s'il n'a pas évoqué son avenir avec le «Rapid», il a estimé qu'aucun entraîneur ne peut exercer son travail dans de telles conditions. «Les membres de mon staff technique et moi avons rejoint ce club pour réussir un bon boulot. On savait dès le départ que les moyens manquaient au sein de cette formation, mais on n'a pas imaginé que les choses allaient prendre une telle tournure. Nous avons un contrat moral vis-à-vis de la famille du RCR, mais que toutes les parties concernées agissent dans les meilleurs délais pour aider le club à dépasser cette situation délicate dans l'espoir de lui éviter la relégation», a-t-il insisté.

Fédération algérienne de handball

Habib Labane reconduit à la présidence

LE PRÉSIDENT sortant de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane, a été reconduit, lundi, à la tête de l'instance fédérale, à l'occasion de l'Assemblée générale électorale (AGE) tenue à Alger. Sur les 99 voix exprimées, la liste du candidat-président en a récolté 50, contre 33 pour celle du président de la Ligue de Béjaïa, Tahar Alloui, et 16 en faveur de la liste du patron de la JSE Skikda, Yassine Aliout.

Recalé par les commissions de candidatures et de recours de la FAHB, Yassine Aliout était revenu en course après avoir déposé un recours auprès de la Commission nationale de suivi du renouvellement des instances et structures sportives nationales qui a rendu son verdict dans la soirée de dimanche. «Tout d'abord, je remercie les candidats Tahar Alloui et Yassine Aliout pour leur fair-play. Aussi, je remercie les membres de l'AG qui ont voté pour moi et fait confiance à ma personne. Même les personnes qui n'ont pas voté pour moi doivent savoir que je vais protéger tout le monde sans

exception, nous devons travailler ensemble, main dans la main. J'espère que je serai à la hauteur de cette confiance», a déclaré Labane à l'APS après sa réélection.

Cette AGE a été marquée par des moments de tension entre quelques membres avant l'entame des travaux et à l'issue du scrutin. «Certes, les tensions sont toujours présentes dans ce genre d'élection, mais maintenant c'est fini, car le plus important est l'avenir et le travail qu'on va faire ensemble. Tout le monde est appelé à tirer dans la même direction pour consolider le travail réalisé auparavant.

La stabilité et la continuité sont les clés de la réussite», a-t-il ajouté. Labane a insisté dans son programme sur le professionnalisme en Algérie : «Quand j'ai présenté mon plan d'action pour ce nouveau mandat olympique, j'ai précisé que nous n'avions pas réalisé tout le programme du mandat précédent, notamment le professionnalisme. Le travail à ce sujet a été entamé et nous allons le continuer pour atteindre nos objectifs».

L'entraîneur part, les joueurs en grève

Une nouvelle crise couve au Mouloudia

■ Le Mouloudia d'Alger vit une nouvelle crise, malgré le fait d'avoir décroché la qualification aux quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique.



Amrani quitte le club quelques mois après son arrivée

Par Mahfoud M.

En effet, il faut savoir que la direction a décidé de résilier le contrat de l'entraîneur Abdelkader Amrani et son staff technique, composé de son adjoint Lotfi Amrouche et le préparateur physique, Kamel Boudjenoun.

Toutefois, l'identité du nouvel entraîneur du MCA ne sera connue que dans les prochaines heures, selon un communiqué du Mouloudia publié sur sa page officielle Facebook. Amrani, arrivé sur le banc en février dernier en remplacement de Nabil Neghiz, avait présenté sa démission le 4 avril, au lendemain de la défaite concédée au stade olym-

pique du 5-Juillet face aux Egyptiens du Zamalek (0-2), dans le cadre de la 5^e journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football. Depuis, le MCA a réussi à se qualifier aux quarts de finale de Ligue des champions, après avoir arraché le point du match nul, lors de son déplacement en Tunisie face l'ES Tunis (1-1), samedi dernier, mais cela n'a rien changé à la décision de résilier le contrat du coach. Par ailleurs, les joueurs ont engagé une grève et décidé de ne pas s'entraîner, avant de se raviser après la promesse faite par le président, Nacer Almas, de les régulariser dans les prochains jours.

Sur un tout autre plan et à la recherche d'un renfort offensif pour aider le club sur ce plan, les dirigeants du Mouloudia Club d'Alger ont opté pour Fathallah Tahar, qui s'est officiellement engagé avec l'équipe algérienne.

Le meneur de jeu, qui peut aussi évoluer sur les ailes, a signé hier un contrat de deux ans et demi avec le Mouloudia Club d'Alger.

Tahar, qui était un titulaire indiscutable avec l'ASO Chlef, quitte notamment son club en raison des problèmes financiers qu'il traverse. Le joueur a été présenté hier matin à la presse en présence d'Almas. Il s'est engagé pour 30 mois avec le MCA.

M. M.

Ligue des champions

Trois joueurs du CRB dans l'Equipe-type de la 6^e journée

TROIS JOUEURS du CR Belouizdad figurent dans l'équipe-type de la sixième journée de la Ligue des champions d'Afrique de football disputée vendredi et samedi. Les trois joueurs algériens sont : le gardien Toufik Moussaoui, le défenseur Sofiane Bouchar et le milieu offensif Amir Sayoud. Ce trio avait largement contribué à la qualification historique de leur équipe pour les quarts de finale de la Ligue des

champions grâce à leur victoire en déplacement contre les Sud Africains de Mamelodi Sundowns sur le score de 2 à 0. En revanche, aucun joueur du MC Alger, l'autre club algérien engagé en Ligue des champions, ne figure dans le onze-type de la 6^e journée, malgré la qualification des Vert et Rouge pour les quarts de finale après le nul décroché à Tunis contre l'ES Tunis (1-1). Outre les trois joueurs du CRB,

l'équipe type de la 6^e journée est composée de : Shikabala, Marwan Hamdy et Mahmoud Hamdy (Zamalek), Issama Mpeko (TP Mazembe), Seyei Sebe Baffour (Moroya Conakry), Fiston Mayelé (Vita Club), Khama Billiat (Kaizer Chiefs) et Mohamed Ounajem (WA Casablanca). Le CRB et le MCA seront fixés sur leurs adversaires en quarts de finale le 30 avril, à l'occasion du tirage au sort.

USM Alger

Le Ghanéen Kwame Opoku passe la visite médicale

L'ATTAQUANT international ghanéen, Kwame Opoku (21 ans), recruté par l'USM Alger lors du mercato, a passé, lundi à Alger, la traditionnelle visite médicale avant de signer son contrat avec le club de Ligue 1 algérienne. Dans une vidéo publiée sur le compte Facebook de la formation algéro-

ise, on voit l'ancien attaquant l'Asante Kotoko SC passer avec succès la visite médicale au Centre national de médecine du sport (CNMS). La direction de l'USM Alger avait annoncé en mars dernier qu'un accord avait été trouvé avec son homologue ghanéenne de l'Asante Kotoko SC

pour le transfert définitif de l'attaquant Kwame Opoku qui s'engagera pour quatre ans et demi. Plusieurs médias ghanéens avaient annoncé le 10 mars l'engagement du buteur d'Asante Kotoko, Kwame Opoku avec l'USM Alger, sans dévoiler toutefois la durée du contrat. Selon les

sites spécialisés Ghana Soccer et Footy-Ghana.com, le transfert avait été réalisé contre un chèque de 350 000 euros, précisant que le joueur a finalisé son transfert le 9 mars après avoir signé les documents nécessaires, en ligne. Auteur de huit buts cette saison, toutes compétitions confondues,

Kwame Opoku «se verra remettre une voiture personnelle à son arrivée en Algérie et percevra un mois de salaire de 15 000 euros», avait précisé Ghana Soccer. Kwame Opoku était également sur le radar de l'ES Sétif et du club égyptien vice-champion d'Afrique, le Zamalek, selon la même source.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

1^{er} jour de ramadan
Imsak : 04 : 34
Iftar : 19 : 24

Tlemcen

Récupération de plus de 100 têtes ovines volées par des inconnus

LES ÉLÉMENTS de la gendarmerie de Tlemcen ont récupéré 104 têtes ovines volées dans la commune de Sidi Abdelli, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication du groupement territorial de ce corps de sécurité à Tlemcen.

L'opération a été menée suite à un appel téléphonique d'un des éleveurs de la commune de Sidi Abdelli, signalant une proposition d'achat d'un troupeau de 125 têtes de son bétail, volées par des inconnus.

Les gendarmes ont procédé à la surveillance des voies supposées être empruntées par les malfaiteurs. La fouille minutieuse des lieux proches de cette région a permis la récupération de 104 têtes sur les 125 volées.

Les bêtes récupérées ont été restituées à leur propriétaire.

L'enquête se poursuit pour démasquer les auteurs de ce vol afin de les présenter devant la justice pour répondre de leur crime, a-t-on indiqué de même source.

Ali Y.

Grande-Bretagne

Alessandra Galloni, première femme rédactrice en chef de l'agence Reuters

ALESSANDRA GALLONI a été nommée rédactrice en chef de l'agence de presse Reuters, la première femme à ce poste dans les 170 ans de l'histoire de l'agence britannique, a indiqué Reuters dans un communiqué.

Jusqu'alors directrice de la rédaction mondiale de Reuters depuis 2015, elle supervisera depuis Londres toutes les fonctions éditoriales de la rédaction, qui compte 2 500 journalistes répartis dans 200 localités dans le monde, selon le communiqué.

Alessandra Galloni prendra ses fonctions le 19 avril, après le

départ à la retraite de son prédécesseur Stephen J. Adler.

Diplômée de l'université d'Harvard et de la London School of Economics (LSE), cette native de Rome avait rejoint Reuters en 2013 au bureau chargé de la couverture du sud de l'Europe, après 13 ans au «Wall Street Journal».

Le président du groupe Thomson Reuters, Steve Hasker, a loué «son talent et son expertise», d'autant plus nécessaires «au moment où le monde a cruellement besoin d'un journalisme indépendant et objectif».

L. O.

Turquie

Libération de dix amiraux à la retraite arrêtés depuis une semaine

DIX AMIRAUX turcs à la retraite, qui avaient été arrêtés la semaine dernière pour avoir critiqué le projet d'un nouveau canal à Istanbul, ont été libérés, a rapporté, hier, l'agence Anadolu.

Placés en garde à vue depuis le 5 avril, les anciens amiraux ont été libérés dans la nuit de lundi à mardi sous contrôle judiciaire et avec une interdiction de quitter le territoire, précise l'agence.

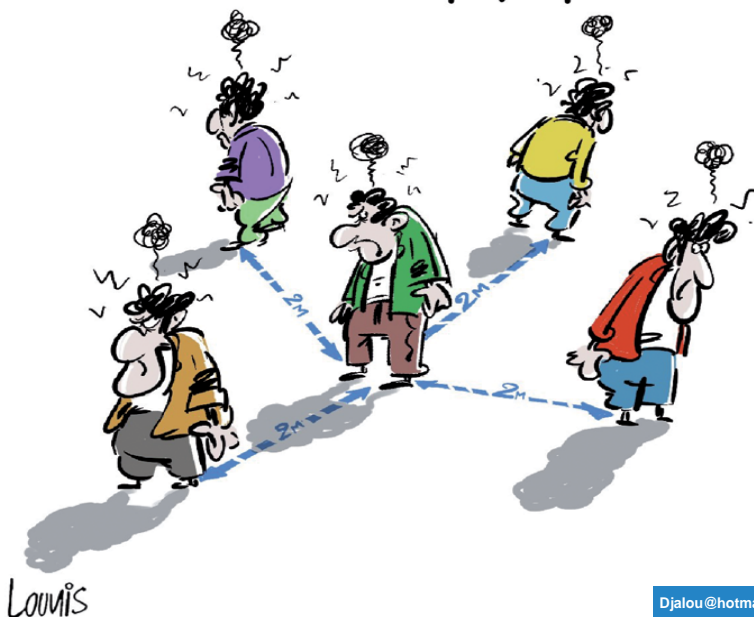
Quatre autres anciens amiraux qui avaient fait l'objet de mandats d'arrêt mais n'avaient pas été détenus en raison de leur âge avancé ont également été placés sous contrôle judiciaire assorti des mêmes restrictions. Les ex-officiers font partie d'un groupe de 104 amiraux à la retraite qui ont signé une «lettre ouverte» alertant contre la menace que pourrait représenter, selon eux, le projet de «Canal Istanbul», porté par le président turc Recep Tayyip Erdogan, pour le traité de Montreux garantissant le libre passage par le détroit du Bosphore.

Une enquête avait été ouverte à leur encontre pour «réunion visant à commettre un crime contre la sécurité de l'Etat et l'ordre constitutionnel».

«En arriver là pour un simple communiqué est entièrement un accident de communication. (...) Le texte était très clair, rédigé avec une bonne intention», a déclaré après sa libération le contre-amiral à la retraite Cem Gürdeniz.

M. N.

Les gestes barrières pour jeûneur Pendant le ramadan : Distanciation physique



8^e édition du village le plus propre de la wilaya de Tizi Ouzou

Azra de Tizirt remporte le premier prix

Le village Azra, dans la commune de Tizirt (35 km au nord de Tizi Ouzou), a remporté, avant-hier, le premier prix de la 8^e édition du concours du village le plus propre de Tizi Ouzou qu'organise l'Assemblée populaire de wilaya. Les deuxième et troisième places sont revenues respectivement à Ath Amar (Ait Bouadou) et Ath Zellal (Souamaa).

Par Hamid M.

Les deux premiers villages empocheront respectivement des cagnottes de 900 millions et 700 millions de centimes. Les 8 autres prix ont été remportés par les villages Bouyighzer de la commune de Frikat (3^e), Nath Aissa Ouyahia d'Illitène (4^e), Tafrawt d'Ait Yahia (5^e), Afensou de Larbaa Nath Irathen (6^e), Ath Bouada d'Azazga (7^e), Ifenayène d'Ait Oumalou (8^e), Ichelibene

d'Abi Youssef (9^e) et Ath Mimoune d'Ait Agoucha (10^e). Ces villages auront des cagnottes de 200 à 600 millions de centimes, selon l'ordre de mérite. Les prix du super concours attribués aux lauréats des précédentes éditions ayant maintenu le cap de préservation de la propreté du village, voire même apporter de nouvelles améliorations, ont été remportés par Aourir Ouzemour d'Akbil (1^{er}), Ibekarène de Bouzeguène (2^e) et Ath Zellal de Souamaa (3^e) avec des cagnottes

entre 100 et 300 millions. Les treize lauréats de ce concours auront droit chacun à une cagnotte supplémentaire de 50 millions de centimes, offerte par la Fondation du joueur d'origine algérienne Zinedine Zidane pour encourager ces villages à poursuivre leurs efforts dans l'amélioration de leur cadre de vie. Par ailleurs, la même fondation a annoncé, par la même occasion, l'octroi d'une aide de 150 millions de centimes au profit du musée Abane-Ramdane.

H. M.

Bamako

Le président de la Coordination des mouvements de l'Azawad assassiné

UN DES PRINCIPAUX chef des ex-rebelles du nord du Mali, Sidi Brahim Ould Sidati, président en exercice de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), a été assassiné par balle hier matin à Bamako, ont indiqué le porte-parole de la CMA, un proche et

un médecin. «Nous venons de perdre notre président Sidi Brahim Ould Sidati (pour Sidati), assassiné ce matin à Bamako», a dit sur les réseaux sociaux Almou Ag Mohamed, porte-parole de la CMA, alliance composée essentiellement d'anciens groupes armés indépendants

touaregs et nationalistes arabes qui ont combattu les forces maliennes dans le Nord à partir de 2012 avant de signer l'Accord de paix et de réconciliation en 2015, issu du processus de négociation d'Alger.

Sidi Brahim Ould Sidati avait signé, au nom de la CMA, cet accord avec le gouvernement malien et une coalition de groupes armés alliés à ce gouvernement, la Plateforme, pour restaurer la paix. L'application de cet accord est considérée comme capitale pour sortir le Mali de la crise dans laquelle il s'enfonce, mais se fait toujours attendre. On ignore les causes de son assassinat. «Mon oncle a été victime ce matin d'un assassinat à son domicile. On a tiré sur lui. On l'a amené dans une clinique, mais il n'a pas survécu», a dit à l'AFP l'un de ses neveux.

H. T.

H. Y.

Pétrole

L'Opep prévoit une hausse de la demande en 2021

L'Opep s'est montrée un peu plus optimiste hier pour la demande mondiale de pétrole cette année, sur fond de reprise économique attendue, au moment où l'Organisation s'appête à assouplir les coupes dans sa production.

Le rebond mondial de la demande de brut est désormais attendu à 6 millions de barils par jour (mb/j) cette année, une révision à la hausse de 0,1 mb/j par rapport au mois dernier, a indiqué l'Organisation des pays producteurs de pétrole dans son rapport mensuel. Les prévisions avaient déjà été revues en hausse en mars dernier.

La demande mondiale est ainsi attendue à 96,5

mb/j cette année, après avoir plongé à 90,5 mb/j l'an dernier. «La demande de pétrole au second semestre devrait être influencée positivement par un rebond économique plus important que prévu le mois dernier, soutenu par des programmes de relance et un assouplissement des restrictions contre le Covid, sur fond d'accélération du déploiement de la vaccination», note l'Opep.

Ces perspectives haussières concernent toutefois essentiellement les pays développés de l'OCDE et feront suite à un premier semestre encore peu dynamique.